



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**05-01-2015**

## *Les forces de réserves du capital à l'œuvre*

**P**our garder le pouvoir et maintenir le système d'exploitation capitaliste, pour désarmer idéologiquement les travailleurs en masquant les causes de la crise, Les classes bourgeoises en Europe recomposent en permanence les forces politiques dites de droite ou de gauche. C'est d'autant plus nécessaire que pour rétablir leurs taux de profit, les capitalistes doivent pousser bien plus loin les reculs sociaux. Faire baisser le prix de la force de travail et accroître l'exploitation des peuples dans tous les domaines est leur grand objectif, celui qu'ils ne perdent jamais de vue... Cette recomposition des forces politiques vise à aspirer le mécontentement généré par les mesures antisociales prises par les gouvernements. Elle prend des formes diverses suivant les pays. Cependant des caractéristiques communes sont à noter. Ainsi, la division de la société en classes antagonistes (le salariat et le capital) est remplacée par le concept de ceux « d'en haut » et ceux « d'en bas ». Ce concept qui efface les différences de classe est utilisé dans des formes diverses par les partis d'extrême droite comme par ceux qualifiés de gauche radicale. Il en va de même du capitalisme qui est baptisé du nouveau nom de « néo-libéralisme ». Cette appellation a pour vertu d'épargner le système lui-même et s'il permet de fustiger la « finance » il ne touche surtout pas à la nature du capitalisme. De Hollande dans son discours du Bourget en 2012, en passant par le Parti de la Gauche Européenne PGE (PCF et Parti de la gauche en France, Syriza en Grèce...), Podemos en Espagne... jusqu'au Front National, il est devenu de bon ton de condamner le « néolibéralisme » et la finance et donc de laisser entendre que la crise n'est qu'une dérégulation du capitalisme. Le leader de Syriza, A. Tsipras en attaquant le « capitalisme néolibéral » range dans sa boîte à outils toute critique sur la nature capitaliste de la construction européenne. Cette construction du capital pour le capital et

contre les travailleurs et les peuples est ainsi exonérée de toute critique de fond. Mieux, aujourd'hui Syriza donne quitus à la création de l'Union Européenne en affirmant qu'elle : « viole ses principes et ses objectifs fondateurs ». Les principes fondateurs seraient donc valables ! Ce discours est celui de toute la gauche européenne qui affirme la possibilité d'une réorientation de l'UE vers plus de « social ». Les dirigeants de Syriza, pas plus que ceux de Podemos, du PGE et d'autres ne remettent fondamentalement en cause les traités européens qui fondent l'UE. Il en va de même pour la dette, Syriza sépare la dette en deux parties : une légitime à rembourser et une illégitime que l'on ne devrait pas rembourser. Cependant, au fil du temps la partie illégitime s'amenuise comme peau de chagrin.

On retrouve le même phénomène en Espagne avec Podemos. Son programme comme celui de Syriza en Grèce n'a rien de maximaliste, il s'en tient à une vague redistribution par la fiscalité sans toucher à la domination capitaliste. Il met l'accent sur la responsabilité de l'Allemagne sans mettre en cause fondamentalement l'UE, il nie la lutte de classe et l'organisation politique des travailleurs dans un parti de lutte de classe.

En ce qui concerne la politique internationale, Syriza a déjà affirmé que la Grèce resterait membre de l'OTAN et que l'UE pouvait devenir « une force pour la stabilité et la paix » comme si l'impérialisme dans ses contradictions et affrontements pouvait devenir un facteur de paix quand au contraire, il attise les conflits pour assurer sa domination et le partage des butins.

Ces « nouvelles » forces politiques qui doivent assurer la relève de forces usées à droite et à gauche plaident aujourd'hui pour un axe du sud contre le nord, il s'agit là d'un leurre et la lecture de la presse de Syriza le confirme. En 2012 après la victoire de Hollande à la présidentielle on pouvait lire dans son journal : « Une nouvelle page s'est ouverte hier en France : Victoire de la gauche ». L'expérience montre qu'il n'en est rien, Hollande est l'homme du grand capital tout comme Syriza est la roue de secours à gauche du grand capital en Grèce.